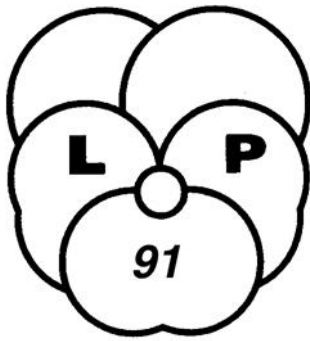




N° 96 septembre 2025

La Raison 91

Bulletin de la Fédération de l'Essonne de la Libre Pensée

MEETING INTERNATIONAL

CONTRE
LA GUERRE

5 OCTOBRE 2025, PARIS



WWW.CONTRELAGUERRE.FR

Prochain rendez-vous

AG des adhérents de la Libre Pensée 91

SAMEDI 18 OCTOBRE à 14h30

Maison des Associations à Marcoussis
(près de la Médiathèque et de la Mairie)

Suites du Congrès national de la FNLP
avec Dominique GOUSSOT
Vice-Président de la FNLP

L'éditorial des délégués de la LP91 au Congrès national

« Guerre à la guerre ! », slogan d'actualité pour dire :

NON à la guerre et aux attaques contre les acquis sociaux !

NON aux budgets de guerre et aux fauteurs de guerre !

NON aux politiques de guerre d'où qu'elles viennent !

Le Congrès de la Fédération nationale de la Libre Pensée vient de s'achever le 22 août dans le Tarn à Le Garric près de Carmaux, terre de Jean Jaurès. Un hommage lui a été rendu dans le parc qui porte son nom et où se dresse la colonne de la Paix. Jaurès disait que « *le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage* ». Il a payé de sa vie son combat pour la Paix. On peut dire qu'il a été « le premier fusillé pour l'exemple » pour s'être opposé à la première guerre mondiale, la grande boucherie qui fera des millions de morts.

Le gouvernement français a fait voter un budget pluriannuel de 213 milliards pour l'armée. Macron a décidé d'y rajouter 4 milliards en réponse à la demande de Trump de consacrer 5% du PIB aux dépenses d'armement. Les marchands de canons se frottent les mains, leurs bénéfices explosent ! Comme le disait Anatole France « On croit mourir pour la patrie, on meurt pour des industriels ».

Pour justifier ses choix, le gouvernement entretient un climat de peur face à un conflit possible avec « l'ogre russe ». Il multiplie les initiatives pour embrigader la jeunesse : après le SNU et les classes défense, voilà une nouvelle version militarisée de la Journée de défense et de citoyenneté pour les jeunes de 16 à 25 ans (voir p. 13).

Plus récemment, *Le Canard Enchaîné* nous apprend que les services du ministère de la Santé ont demandé aux agences régionales de santé (ARS) de se préparer d'ici mars 2026 pour un possible « *engagement majeur* » et de préparer les soignants à un éventuel conflit armé, en bref de se préparer à la guerre... Le gouvernement a même promis un guide de survie aux français pour l'automne ! Infos ou intox, le gouvernement conditionne les esprits à une guerre possible. Comme le dit un syndicaliste :

« toutes ces armes ne sont pas fabriquées et vendues pour être stockées dans des entrepôts... » (voir p. 9)

C'est la raison pour laquelle le Congrès de la FNLP a adopté à l'unanimité la « déclaration internationale » que nous publions intégralement (pages 3 à 5) qui vous invite à participer :

**Au Meeting international contre la guerre
du 5 octobre au Grand Dôme de Paris**

**Au IXe Congrès de l'Association internationale
de la Libre Pensée à Grenoble/Lyon**

**Au Meeting laïque unitaire au Gymnase Japy
le 6 décembre à 14h à Paris**

Entre temps, rendez-vous à notre prochaine AG le 18 octobre à Marcoussis avec notre invité Dominique GOUSSOT, responsable national de la Commission Droits et Laïcité de la FNLP.

28 septembre 2025



Sommaire

Page 2	Éditorial « Guerre à la guerre ! »
Pages 3 à 5	Déclaration internationale du Congrès de la FNLP
Page 6	Ainsi va l'Essonne - Scandale du lycée privé Stanislas à Paris
Page 7	Rassemblement pour la Paix à Évry le 20 juin 2025 : intervention de la LP 91
Page 8	Suite du rassemblement du 20 juin : intervention de la CGT
Page 9	Stopper la guerre et les budgets de guerre ! Par C. Pouillet, syndicaliste et membre de la LP 91
Pages 10 & 11	Compte rendu AG LP 91 du 28 juin
Page 12	Une nouvelle version de la JDC (Journée de défense et de citoyenneté)
Page 13	Projet de loi Baptiste : une loi Debré à l'université !
Page 14	Notes de lecture par Francis Valenti et Louis Couturier
Page 15	L'Idée Libre n° 350 – le Livre de Max Sievers
Page 16	Trésorerie – adhésion – abonnement

N.B. les articles signés n'engagent que leur auteur

Déclaration internationale

du Congrès National de la Libre Pensée

– Le Garric dans le Tarn, 18 au 22 août 2025 –

À l'occasion de son **Congrès national** dans le Tarn, patrie de **Jean Jaurès**, la **Fédération nationale de la Libre Pensée** entend exprimer son analyse de la situation nationale internationale, dans lesquelles les plus graves dangers se font jour partout.

La **Libre Pensée** est fière d'avoir compté dans ses rangs le **Grand Tribun de Carmaux** qui joua un rôle essentiel dans le combat pour l'adoption de la **loi du 9 décembre 1905 de Séparation des Églises et de l'État**, dont nous célébrerons le 120^e anniversaire le 6 décembre 2025 au **Gymnase Japy** dans un **Grand Meeting unitaire national et international**.

On connaît le combat pacifiste et internationaliste de **Jean Jaurès** contre la guerre, qu'il paya du prix de sa vie, assassiné par la barbarie belliciste. C'est pourquoi, la **Libre Pensée** a tenu à l'honorer en se rassemblant devant le monument qui perpétue son souvenir à **Carmaux** le 20 août 2025. Il sut lier le combat pacifiste au combat laïque et à la mêlée sociale. En témoignage de reconnaissance, le **Congrès national de la Libre Pensée de Le Garric** lui dédie cette **Déclaration internationale**.

Rappelons tout d'abord quelques citations de **Jean Jaurès** qui illustrent cet engagement total pour l'**Émancipation humaine** dans toutes ses dimensions : « *On ne fait pas la guerre pour se débarrasser de la guerre. Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage. La République c'est le droit de tout homme, quelle que soit sa croyance religieuse, à avoir sa part de la souveraineté. L'affirmation de la Paix est le plus grand des combats. Il ne faut avoir aucun regret pour le passé, aucun remords pour le présent et une confiance inébranlable pour l'avenir. Nous en sommes venus au temps où l'Humanité ne peut plus vivre avec, dans sa cave, le cadavre d'un peuple assassiné. La République, en ne reconnaissant aucune religion, permet la liberté entre elles et en elles. Donner la Liberté au monde par la force est une étrange entreprise pleine de chances mauvaises. En la donnant on la retire.* »

Le 19 octobre 2021, dans une **Déclaration solennelle** intitulée « **La Guerre qui vient** », la **Libre Pensée** indiquait : « *Une période se ferme, une autre est en train de s'ouvrir. Elle n'est pas moins dangereuse et recèle en elle de lourdes menaces de guerres, mais aussi, corollaire obligé ... de révolutions... De ce fait, le Moyen-Orient va connaître une grande période de déstabilisation qui aura aussi des répercussions importantes pour la survie de l'État d'Israël. C'est ce qui explique les grandes manœuvres d'aujourd'hui où les « ennemis » d'hier veulent s'entendre comme larrons en foire, sur le dos, une fois de plus, du Peuple palestinien et de ses droits.*

Les USA organisent une nouvelle alliance militaro-industrielle dans le cadre d'un futur conflit planétaire avec la Chine.... La politique du « containement » ne pourra être reproduite à l'identique, d'autant que la Russie jouera son propre rôle comme interface entre les « Deux Grands » pour en tirer de substantiels bénéfices et se refaire une santé...

Nous ne serons donc pas plus qu'aujourd'hui dans un monde bipolaire, mais multipolaire ou, dans des gigantesques brèches, il pourra se passer des événements incontrôlables, notamment pour la possession des énergies et en premier lieu de l'eau...

Un battement d'aile de papillon pourra déclencher une éruption volcanique en n'importe quel point du globe. Nous allons rentrer de plain-pied dans un monde d'affrontements, de violences, de chaos et donc de révolutions. Là où est le chaos, naît souvent l'ordre. »

La Guerre est là, partout, ouverte ou en germe

En **Ukraine**, attaquée par la **Russie**, les oligarques des deux pays font la guerre entre eux, au compte de l'**Impérialisme US**, de l'**OTAN**, de l'**Union Européenne** et de la **Russie** qui veut s'affirmer encore comme une grande puissance qui compte.

C'est le même scénario, avec au bout toujours la guerre dans le monde, pour la seule défense des intérêts des **USA**. La **Libre Pensée** appelle à refuser l'engrenage fatale, elle apporte tout son soutien aux déserteurs de

(Suite page 4)

tous les pays qui disent **Non à la Guerre**. C'est pourquoi, dès que les circonstances politiques le permettront, elle ouvrira à nouveau la question de la **Réhabilitation des 639 Fusillés pour l'exemple** de la **Première Guerre mondiale**, comme un geste puissant pour honorer ceux qui ont dit **Non à la Guerre**.

La **Libre Pensée** constate que la **Réaction**, sous toutes ses formes, de l'extrême-droite à l'extrême-centre en passant par la Macronie, s'arc-boute pour refuser cette **Réhabilitation collective**, car rendre leur honneur aux **Fusillés pour l'exemple** d'hier, c'est dire **Non à la Guerre** aujourd'hui

• En **Palestine**, on assiste à un **Génocide** en direct sous nos yeux, commis par l'**État d'Israël**, dirigé par des fascistes sionistes assassins. Les puissances impérialistes soutiennent Israël en croyant faire oublier qu'elles ont le sang des Juifs d'Europe sur les mains, et dans ce bal des hypocrites, ce sont les **Palestiniens** innocents qui payent le prix fort

Mais les génocidaires au pouvoir à **Tel-Aviv** devront rendre des comptes et leurs complices aussi, ceux qui ont livrés les armes du crime, et ceux qui ont œuvré à une campagne de dissimulation de ces crimes de Guerre et contre l'Humanité, par une propagande digne de **Goebbels**, de **Jdanov** ou de **Radio-Mille-Collines**. Ce procès des crimes contre l'Humanité (qui sera comme un **Nuremberg du Sionisme**) commis par un régime assassin en roue libre a déjà commencé dans les faits, par les premières décisions de la **Cour Pénale Internationale** de la Haye, il se poursuivra nécessairement jusqu'à son terme. La Conscience humaine l'exige !

Ce sont les Peuples qui paient le prix du sang, de la mort, des crimes et de la barbarie la plus totale. Comment ne pas reprendre les termes du **Manifeste Internationaliste** de **Kienthal** de 1916 : « Vos gouvernements et vos journaux vous disent qu'il faut continuer la guerre pour tuer le militarisme. Ils vous trompent. Le militarisme d'un peuple ne peut être ruiné que par ce peuple lui-même. Et le militarisme devra être ruiné dans tous les pays.

Vos gouvernements et vos journaux vous disent encore qu'il faut prolonger la guerre pour qu'elle soit « la dernière guerre ». Ils vous trompent toujours. Jamais la guerre n'a tué la guerre. Au contraire, en excitant les sentiments et les intérêts de « revanche », la guerre prépare la guerre...

Et à vous, les victimes, le droit de vous taire et de souffrir l'état de siège, la censure, la prison, la menace et des ruines. Cette guerre, Peuples travailleurs, n'est pas votre guerre, et cependant c'est vous qui en êtes, en masse, les victimes...

Réclamez un armistice immédiat ! Peuples qu'on ruine et qu'on tue, debout contre la guerre ! Courage ! N'oubliez pas que malgré tout, vous êtes encore le nombre et que vous pourriez être la force. »

Ensemble agir contre la Guerre !

L'action pacifiste internationaliste est un impératif catégorique. C'est pourquoi le **Congrès national de la Libre Pensée**, contre la Guerre et pour la Paix, décide que la **FNLP** doit participer au **Meeting international** du 5 octobre 2025 : « **Pas un centime, pas une arme, pas une vie pour la guerre !** »

Comment ne pas être d'accord avec ce que dit l'**Appel** à ce Meeting : « L'ordre établi après la **Seconde Guerre mondiale** se désintègre – politiquement, financièrement et militairement. Nous faisons face à de multiples crises qui s'aggravent : celle du capitalisme lui-même, qui met en danger l'avenir même de l'Humanité ; l'effondrement écologique imminent ; et le risque croissant d'une guerre mondiale, voire d'une guerre nucléaire. Ces problèmes ne sont pas nouveaux, mais ils sont amplifiés par le second mandat de **Trump** et par la montée de l'extrême-droite en Europe.

C'est pourquoi des **militants**, des **syndicalistes** et des **démocrates** de toute l'Europe lancent cet appel à s'unir contre la guerre et contre les dépenses militaires, et à rejeter l'exigence des gouvernements européens de soutenir leurs politiques brutales et destructrices au nom d'une prétendue « union nationale ». Il s'agit là d'un patriotisme factice. Ces guerres ne sont pas les nôtres. Nous ne les paierons pas ! Nous ne mourrons pas pour elles !

- **NON à la guerre et aux attaques contre les acquis sociaux !**
- **NON aux budgets de guerre et aux fauteurs de guerre !**
- **NON aux politiques de guerre, d'où qu'elles viennent ! »**

(Suite de la page 4)

Les crimes contre les êtres humains, ce sont aussi les crimes, notamment sexuels, commis par les **Églises**, dont les victimes sont en nombre. Rien qu'en France, la propre Commission de l'**Église catholique** a chiffré à au moins 330 000 les victimes des prédateurs sexuels en soutane ou sans. Partout dans le monde, le voile se lève sur les dissimulations, les complices et les criminels. C'est un Tsunami de crimes contre le genre humain.

Là aussi, les criminels devront rendre des comptes. Dans le cadre de sa campagne permanente, l'**Association internationale de la Libre Pensée** établira les faits lors de son **IXe Congrès de Grenoble/Lyon** qui sera marqué par la **Conférence publique** à Lyon où la **Libre Pensée internationale** donnera la parole aux **Associations de victimes** avec qui elle agit pour que **Justice soit rendue**, sous toutes les formes possibles, aux victimes des crimes du Clergé.

Le **Congrès national de la Libre Pensée** appelle les **Fédérations départementales** à préparer activement ce **IXe Congrès mondial** en activant dès maintenant les inscriptions à celui-ci.

Partout dans le monde et en France, la **Réaction** relève la tête en accumulant tous les éléments de **Guerre civile**, prélude à la **Guerre impérialiste**. C'est le rôle attribué à la campagne de haine, de racisme et de xénophobie contre nos concitoyens d'origine arabo-musulmane ou étrangère.

C'est la volonté de division de la **Classe ouvrière** et de la **Conscience démocratique**, qui est organisée par la loi « **Séparatisme** » du 24 août 2021 qui vise à faire disparaître toutes traces des **Cultes musulmans** et de leurs fidèles, et des présumés **Musulmans** étiquetés comme tels par la **Réaction**, par une sécularisation forcée et contrainte de l'**Islam** et de ses adeptes.

Cela se fait en totale violation et en contradiction ouverte avec la **loi du 9 décembre 1905**, dont nous célébrons le 6 décembre 2025 au **Meeting laïque unitaire national et international** au **Gymnase Japy**.

La **Laïcité**, c'est la liberté, ce n'est pas l'oppression et la servitude. Ce ne sont pas les consciences, mêmes religieuses, mises sous le boisseau de l'**Idéologie d'État, totalitaire et xénophobe**.

C'est pourquoi le **Congrès national de la Libre Pensée** déclare :

***La loi « Séparatisme » est incompatible avec la loi de 1905 !
Chacun doit choisir son camp, car une barricade n'a que deux cotés !***

Le **Congrès national de Le Garriç de la Libre Pensée** appelle toutes les **Fédérations départementales de la Libre Pensée** à assurer le succès du **Meeting de Japy**.

***À pied, en métro, en trains, en cars, en avion :
Tous à Japy le 6 décembre 2025 à 14H !***

Paix, Liberté, Laïcité, hier comme aujourd'hui, c'est le combat auquel la **Fédération nationale de la Libre Pensée** appelle toutes les personnes épris de **Justice**, de **Paix** et du **respect de la Liberté de conscience** pour tous, à agir en commun, à ses côtés pour assurer le succès :

- **Du Meeting international du 5 octobre contre la Guerre à Paris**
- **Du IXe Congrès de l'Association internationale de la Libre Pensée à Grenoble/Lyon**
- **Du Meeting laïque unitaire national et international au Gymnase Japy le 6 décembre à 14H à Paris**

Le **Congrès national de la Libre Pensée** tenu dans le **Tarn** demande aux **Fédérations départementales de la Libre Pensée** de se saisir de la **Journée internationale de la Libre Pensée** du 20 septembre 2025, partout dans tout le pays, pour en faire un élément important de mobilisation des **Libres Penseurs** et des **Laïques** pour assurer la réussite de ces initiatives.

Ainsi va l'Essonne

Deux poids, deux mesures dans l'Éducation nationale...

Billet d'humeur par Françoise Rousseau

Le 12 mai 2025, pendant les heures scolaires, dans le cadre de leurs études, des élèves du lycée Marguerite Yourcenar de Morangis ont été invités à assister à un soi-disant débat sur la laïcité « pour les faire réfléchir »...

Les intervenants, l'ex-président de la République et le député de la circonscription, tous deux membres éminents du Parti Socialiste, ont donné leur point de vue particulier sur le sujet, transformant cette réunion en une sorte de « meeting politique ».

Cet évènement a heurté plus d'un citoyen laïque attaché à la neutralité scolaire. Par contre, les responsables de l'Éducation nationale chargés de la faire respecter n'ont rien trouvé à redire à cette ingérence politique extérieure.

Comment alors ne pas être indigné de ce qui s'est passé dans un lycée de Sens dans l'Yonne ? Une enseignante, à la demande de ses élèves, qui eux réfléchissent spontanément, a accepté d'organiser une minute de silence en mémoire des victimes de Gaza.

Elle a été immédiatement suspendue, avec interdiction de faire cours, à partir de fin mars. Malgré le soutien qu'elle a reçu de ses collègues et des organisations syndicales, elle vient d'être sanctionnée d'un blâme par son administration pour « manquement à son devoir de réserve ».

Les responsables de l'Éducation nationale ont donc de la laïcité une interprétation à géométrie variable !

L'enseignante a pu maintenant reprendre ses cours « sous surveillance » mais la mobilisation continue pour que la levée de cette sanction injuste. Les élèves ont aussi le droit de réfléchir et nous, nous avons le devoir et le droit de les soutenir.

Scandale du lycée privé Stanislas à Paris

Écrit par Emmanuelle Hunzinger et AFP, publié le 05/05/2025 (extrait)

Une ex-lycéenne qui dénonçait une discrimination lors de son exclusion de Stanislas en juin 2022 a déposé plainte suite aux conclusions jugées « édulcorées » du rapport d'inspection visant l'établissement privé parisien. L'inspection générale de l'Éducation assure n'avoir pas modifié le rapport.

Pauline, le prénom a été modifié, scolarisée entre 2013 et 2022 à Stanislas, avait déposé une première plainte en juillet dernier, accusant trois anciens responsables de Stanislas dont son ancien directeur de l'avoir exclue pour avoir manifesté son opposition à de « nombreux propos homophobes, sexistes et racistes du personnel dirigeant de l'établissement ».

Vendredi, elle a déposé une nouvelle plainte contre X pour faux en écriture publique par une personne chargée de mission de service public, une infraction passible de quinze ans de réclusion criminelle. Un rapport de l'Inspection générale de l'Éducation (IGESR) mené en 2023, révélé par Mediapart, dévoilait de possibles « dérives » dans cet établissement.

Selon cette nouvelle plainte de Pauline déposée vendredi, ces « conclusions modifiées » ont « remis en cause sa parole » et ont « à minima ralenti la manifestation de la vérité » sur les faits dénoncés dans sa plainte. « Ces faits sont de nature à sérieusement affecter la crédibilité des conclusions du rapport s'agissant d'agissements graves. Ils accréditent un traitement administratif complaisant envers l'établissement au prix du camouflage des résultats », d'après l'avocat de Pauline, Me Vincent Brengarth.

« Un rapport édulcoré » ?

Le 29 avril, la présidente PS de la commission d'enquête parlementaire sur les violences dans les établissements scolaires Fatiha Keloua Hachi a annoncé qu'elle allait auditionner les quatre inspecteurs auteurs du rapport après avoir notamment reçu le courrier d'une inspectrice, aujourd'hui à la retraite, évoquant un rapport « plutôt édulcoré » dans ses conclusions « par rapport aux témoignages recueillis lors de cette inspection, et notamment autour de l'homophobie dans l'établissement ».

[...]

L'inspection générale de l'Éducation, accusée d'avoir édulcoré le rapport sur l'établissement privés, a assuré ce lundi n'avoir pas modifié le document après sa validation collégiale, pour en retirer ou atténuer des accusations d'homophobie, racisme ou sexisme, dans une déclaration reçue lundi par l'AFP. « Le rapport d'inspection n'a fait l'objet d'aucune modification après sa validation collégiale. Le rapport transmis à l'autorité ministérielle correspond à la version validée par l'ensemble des inspecteurs généraux missionnés, à l'issue des relectures », a souligné le service.

Deux associations avaient déjà annoncé en janvier 2024 avoir déposé une première plainte pour discrimination homophobe contre l'établissement privé au sujet du cas de Pauline, qui fait par ailleurs déjà l'objet d'une enquête sur des propos à caractère homophobe et sexiste d'un ex-intervenant bénévole, après un signalement de l'IGESR.

Rassemblement pour la Paix le 20 juin à Massy

Intervention de la LP 91 lue par Marianne Feltrin

La Libre Pensée est une association laïque, anti-cléricale, antifasciste, anticapitaliste, mais pas seulement...

Elle est aussi pacifiste et antimilitariste !

C'est à ce titre que la Libre Pensée soutient et participe à toutes les manifestations pour la Paix en Palestine, pour l'arrêt du blocus et des bombardements à Gaza, pour la fin du génocide perpétré de sang-froid par l'armée israélienne contre le peuple palestinien.

La Libre pensée s'indigne de la répression qui s'abat sur ceux qui manifestent leur solidarité avec le peuple palestinien.

Elle s'insurge contre la sanction infligée à une enseignante de Sens dans l'Yonne pour avoir accepté de faire une minute de silence en mémoire des victimes de Gaza, ceci à la demande de ses élèves

choqués par les destructions d'écoles et la mort d'enfants innocents.

Après avoir été suspendue près de deux mois, cette enseignante a reçu un blâme de l'administration de l'Éducation nationale. C'est une honte, c'est une injustice intolérable que dénoncent tous les syndicats d'enseignants. Et nous sommes d'accord avec eux.

De la même façon, La Libre Pensée condamne l'intervention brutale (tir de flash-ball, gaz lacrymogène...) des forces de l'ordre le 6 juin contre les élèves du lycée Hélène Boucher à Paris qui manifestaient pacifiquement contre le génocide à Gaza.

La collusion du gouvernement français avec le gouvernement d'extrême droite Netanyahu , ça suffit !

- arrêt du génocide du peuple palestinien
- arrêt des livraisons d'armes à l'État israélien
- arrêt de la répression contre ceux qui manifestent en soutien au peuple palestinien



à Massy...



... et à Évry et aux Ulis aussi !

Rassemblement du 20 juin à Massy (suite)
Intervention de Brigitte Gabriel, secrétaire de l'Union Locale CGT de Massy
(que nous publions avec son accord)

Le peuple palestinien subit l'occupation, la colonisation, l'apartheid, l'exil et la violence systématique depuis des décennies. C'est en 1947 que les nations unies ont décidé un plan de partage de la Palestine en 2 états, 1 juif et 1 arabe. En 1948, la création d'Israël a entraîné l'exode de milliers de Palestiniens. Depuis octobre 2023, la population civile de Gaza est soumise à des bombardements massifs, un blocus total ; Israël la prive délibérément d'accès à la nourriture, à l'eau, aux soins. Les infrastructures essentielles, notamment les hôpitaux, sont détruites.

La CGT condamne fermement toutes les atteintes au droit international, qu'il s'agisse de l'usage disproportionné de la force, de la punition collective des populations civiles ou de la négation de tous les droits du peuple palestinien. Ces violations du droit constituent des crimes contre l'humanité. Les intentions du gouvernement israélien d'extrême droite sont claires : coloniser complètement Gaza et la Cisjordanie avec une telle violence qu'il faut appeler un chat, un chat : c'est un génocide qui est en cours !

La voix de la CGT s'élève pour rappeler que la solidarité n'est pas un crime mais un devoir. Sur ordre de Retailleau, sinistre ministre de l'Intérieur nommé par Macron, des militants sont convoqués devant les tribunaux. Leur crime : avoir écrit des tracts, avoir participé à des rassemblements et des manifestations en soutien à Gaza. L'association Urgence Palestine est menacée de dissolution : son implication active et non violente est certainement trop visible ! Tant qu'il y aura oppression, il y aura résistance, et tant qu'il y aura injustice, il y aura des voix pour la dénoncer.

La CGT vous engage à participer à toutes les actions de solidarité en participant aux rassemblements et manifestations et en partageant les informations pour sensibiliser davantage de personnes. Pour en finir avec Retailleau, dans une circulaire du 12 juin, il a ordonné des opérations de contrôle de police les 18 et 19 juin dans les gares pour raffer des étrangers sans papiers sous le coup d'OQTF ou pas.

La 19^{ème} conférence CGT de la Région Ile de France vient de se tenir : une motion de soutien au peuple palestinien y a été votée à l'unanimité des participants. Oui, la CGT est un syndicat de travailleuses et de travailleurs qui se bat pour un retour à la retraite à 60 ans, un smic à 2000€, la ré-

gularisation de toutes et tous les travailleuses et travailleurs sans papiers et bien d'autres sujets de revendications. Mais oui, la CGT est un syndicat internationaliste qui a toujours lutté et qui luttera toujours contre toute forme d'impérialisme qui massacre les classes populaires en les écrasant sous le poids de leurs guerres.

La CGT dénonce cette posture des forces impérialistes, dont la France, qui s'indigne seulement maintenant de la situation à Gaza tout en continuant de vendre des armes à Israël et en continuant les échanges commerciaux. C'est grâce aux mobilisations de soutien dans le monde entier, y compris en Israël, qu'elles se sont senties obligées de réagir. Mais ne nous leurrons pas : c'est juste une posture qui demande à être suivie d'actes fermes contre le gouvernement Netanya-hou.

La guerre déclenchée avec l'Iran par Israël dans la nuit du 12 au 13 juin, qui cible des infrastructures nucléaires et militaires, permet à Israël de détourner l'attention des critiques de plus en plus montantes contre ses crimes de guerre et la situation inhumaine à Gaza. Pour soi-disant protéger la population israélienne. La voie d'une dangereuse escalade guerrière est ouverte.

Nous exigeons :

- La levée immédiate du blocus humanitaire à Gaza
- La fin de la colonisation et le droit au retour des Palestiniens
- Un cessez-le-feu immédiat et permanent
- La fin de la production et de l'exportation d'armes vers Israël
- La fin des accords entre l'Union européenne et Israël
- La libération de tous les prisonniers palestiniens enfermés dans les geôles israéliennes
- Le droit de s'organiser, de manifester, de s'exprimer sans risquer d'être embastillé pour crime de solidarité

La CGT exprime encore et toujours sa profonde inquiétude face à la situation, sa solidarité sans faille au peuple palestinien et appelle à la fin des violences, au respect du droit international et à une paix juste et durable.

Stopper la guerre et les budgets de guerre !

Par Clément Poulet, syndicaliste et membre de la LP 91

Les marchands d'armes se frottent les mains : les pays membres de l'OTAN, les gouvernements fauteurs de guerre viennent de s'engager à augmenter leurs dépenses militaires à hauteur de 5% du PIB d'ici 2035. Pour la France, cela représente une augmentation de 100 milliards d'euros ! Au même moment, le gouvernement Bayrou annonce 5 milliards de coupes supplémentaires sur le budget 2025 (sur les crédits de l'État et sur l'assurance maladie), avec une « déclinaison opérationnelle » le 5 juillet. Le décret du 25 avril 2025 avait déjà annulé près de 3,1 milliards d'euros de crédits budgétaires.

Et il prépare un nouveau budget d'austérité pour 2026. Nous savons parfaitement quelles sont ses intentions : 40 milliards d'euros d'économies dans les dépenses publiques et la protection sociale. Tout cela a des conséquences concrètes sur les salaires, sur les conditions de travail et sur les conditions de vie des millions de salariés et de retraités. Toutes les conquêtes arrachées par la classe ouvrière sont dans le viseur : le Statut, les retraites, la Sécurité sociale. Tous les services publics sont menacés. L'AFPA (Agence de Formation pour Adultes), qui fut la plus grande institution de formation professionnelle, risque de disparaître à court terme. L'École publique et les universités manquent de tout, les personnels sont précarisés, leurs missions bafouées. Partout la gestion de la pénurie conduit au chaos.

Les gouvernements entraînent les peuples vers le pire. Les dépenses militaires nous sont présentées comme une nécessité... et une opportunité pour les industriels ! Mais toutes ces armes ne sont pas fabriquées et vendues pour être stockées dans des entrepôts. La guerre en Ukraine, alimentée par les grandes puissances, a déjà fait des centaines de milliers de morts des deux côtés du front. La guerre c'est la barbarie. À Gaza, les soldats israéliens ont l'ordre de tirer sur les foules affamées et sans défense dans des simulacres de points « d'aide humanitaire. » Non seulement notre gouvernement ose encore soutenir l'extermination de tout un peuple, mais il réprime ceux qui n'acceptent pas. Ainsi, la sanction infligée à l'enseignante de Sens, au motif qu'elle n'aurait jamais dû observer une minute en hommage aux victimes palestiniennes, est un message envoyé aux salariés et à la jeunesse : vous devez accepter la guerre et ses atrocités, et en aucun cas ne remettre en cause les gouvernements massacreurs.

Nous sommes internationalistes. La FNEC FP-FO a appelé à toutes les mobilisations en soutien

aux Palestiniens, pour la levée du blocus et pour l'arrêt des livraisons d'armes à Israël. De même, nous avons pris position pour l'arrêt des livraisons d'armes en Ukraine, tout en refusant de choisir entre Poutine, Zelensky ou l'OTAN. Comme fédération de l'enseignement, nous Fédération Nationale de l'Enseignement de la Culture et de la Formation Professionnelle Force Ouvrière avons une place particulière. Celle de nous tenir aux côtés des jeunes qui refusent de voir leur génération servir de chair à canon.

Plus que jamais, la défense des revendications est reliée au combat contre la guerre, contre les budgets de guerre. Des centaines de militants, syndicalistes et démocrates d'une vingtaine de pays européens ont lancé un appel « à s'unir contre la guerre et contre les dépenses militaires, et à rejeter l'exigence des gouvernements européens de soutenir leurs politiques brutales et destructrices au nom d'une prétendue "union nationale". Il s'agit là d'un patriotisme factice. Ces guerres ne sont pas les nôtres. Nous ne les paierons pas ! Nous ne mourrons pas pour elles ! ». Je suis signataire de cet appel.

Nous combattons à la place qui est la nôtre pour stopper la guerre et les budgets de guerre. C'est ce que faisons avec les parents d'élèves et les personnels mobilisés contre le manque de moyens à l'École. C'est ce que nous faisons en défense de la collègue de Sens, afin d'obtenir la levée de la sanction. C'est ce que nous faisons avec nos camarades de l'AFPA qui ont fait grève le 26 juin avec leurs syndicats pour défendre l'AFPA, ses missions, ses emplois. C'est ce que font les personnels du CHU de Laval qui ont décidé la grève avec leurs syndicats FO et CGT contre les suppressions de postes. Ils ont décidé d'occuper l'hôpital. La semaine dernière, la population et les jeunes agriculteurs de Mayenne les ont rejoints. Le 27 juin, 300 personnels ont envahi le bureau du directeur. Face à la révolte, le directeur de l'ARS a finalement déclaré que les suppressions de postes étaient gelées. La bataille se poursuit pour obtenir l'annulation définitive. Les hospitaliers de Laval ont d'ores et déjà montré la marche à suivre pour l'obtention de toutes leurs revendications.

*(Éditorial du Syndicaliste Indépendant,
journal de la FNEC FP FO)*

Compte rendu de l'AG de la LP 91 du 28 juin 2025 préparatoire au Congrès national de la FNLP (fin août)

Étaient présents : Philippe Bouyries, Nathalie Coustal, Louis Couturier, Marie-Jeanne Dubois, Jean-François Haffner, Martine Lelong, Michel Mayen, Françoise et Daniel Rousseau, Francis Valenti, Alain Veyssset

Excusés : Isabelle d'Artagnan, Claude Bardin, Pierrette Cuzange, André Daudet, Marianne Feltrin, Jean-Pierre Gentili, Nicole Gobbi, Christine Lamole, Christophe Ramage, Jocelyne et Michel Sarrazin, Brigitte et Alan Swan

1/ Rapport introductif présenté par Françoise Rousseau

« Nous sommes ici pour nous prononcer sur le bilan présenté par la FNLP concernant ses activités depuis le dernier congrès de Paris en 2023. La FNLP a développé plusieurs axes qui montrent qu'on est passé d'une organisation penchée principalement sur les commémorations à une association totalement impliquée dans les problématiques actuelles : politique, philosophique, social...

Le 1^{er} point, c'est tout d'abord l'implication de la FNLP et de ses Fédérations dans les manifestations contre toutes les guerres et contre le génocide organisé par Netanyahu à Gaza avec l'appui plus ou moins officiel des gouvernements comme le nôtre : pas de condamnation des actes barbares de l'armée israélienne, à peine du bout des lèvres depuis quelques semaines et encore..., poursuite de vente d'armes et de produits destinés à Israël...

Je rappelle la position de la FNLP : « aucune paix n'est possible au Moyen-Orient que dans un État républicain, laïque, libre et égalitaire couvrant tout le territoire de la Palestine ». Quand au congrès de Grenoble, Christian Eyschen parlait de la guerre à venir, nous pensions qu'il exagérerait. Hélas non !

La loi dite Séparatisme, que la FNLP condamne depuis sa rédaction, sert à museler les oppositions à la guerre génocidaire de Netanyahu. Si la plupart des manifestations sont autorisées, certains préfets comme celui de l'Hérault ont fait preuve de zèle (ce dernier a été désavoué par la justice suite à l'action de la LP 34.

Le gouvernement français, prend seul les décisions concernant les armées et les budgets militaires. Après la récente réunion de l'OTAN, Macron a décidé d'une rallonge de 100 milliards pour répondre à la demande Trump d'atteindre les 5% du budget (en plus des 413 milliards déjà voté par une Assemblée nationale godillot, à l'exception des députés LFI qui ont voté contre). Cela

démontre, s'il y en avait besoin le caractère anti-démocratique de la constitution actuelle. Cela conforte notre mot d'ordre de mettre fin à la Vème République et convoquer une Assemblée Constituante.

Je rappelle aussi la position de l'État français contre les populations colonisées en Kanaky-Nouvelle Calédonie, en Guadeloupe et en Martinique. Quel que soit le motif de révolte, une seule réponse gouvernementale : envoi de la troupe, arrestations, voire déportations pour les militants Kanak.

En France, ce sont toutes attaques contre les populations immigrées ! Là encore, grâce aux lois Sécurité globale et Séparatisme, Retailleau organise des rafles la semaine dernière, prononce la dissolution d'associations comme La Jeune Garde ou en menace d'autres comme Urgence Palestine. Depuis plusieurs années, la FNLP fait partie du Collectif « Marche des Solidarités » qui se bat pour le droit des immigrés à la santé, à une vie normale. Nous participerons à la manifestation organisée la 14 juillet.

Le 2^{ème} point que je voudrais aborder, c'est celui de l'emprise de plus en plus importante du catholicisme.

Une preuve manifeste : appeler « conclave » une réunion entre gouvernement et partenaires sociaux n'est rien d'autre que la matérialisation de la doctrine sociale de l'Église : considérer que nous avons tous le même but, les mêmes intérêts, possédants et manants... travailler pour « le bien commun », celui des puissants ! Doctrine qui était à la base des dictatures de Franco, Salazar, Pétain... et est à la base des gouvernements de Trump, Orban... Les nationalistes chrétiens sont bien au pouvoir de dans nombreux pays et aspirent à imposer leur doctrine partout avec l'appui du Vatican. Si le nouveau pape a choisi le nom de Léon XIV, c'est déjà tout un programme ! En envoyant une lettre (un ordre) à tous les évêques français « La France est une terre de reconquête cléricale », le ton est donné !

L'affaire Bétharram, après l'affaire Stanislas, a mis en évidence à la fois le rôle de l'Église dans l'éducation de la jeunesse et la nécessité d'en finir avec la loi Debré. Oui, l'Église par ses établissements privés sous contrat ou non a pour but de contrôler la jeunesse, de la former dans le sens voulu par sa doctrine sociale ! Tous ces établissements ont dans leur livret d'accueil la description de leur « parcours pastoral ». Depuis la loi Debré de 1959, ils se sont multipliés. Leurs méthodes

depuis le début sont toujours les mêmes et pour certains vont jusqu'aux tortures mentales et physiques, voire crimes pédophiles...

Le scandale de Bétharram est la matérialisation de ce fait. Depuis des dizaines d'années, voire plus, des établissements privés catholiques ont été dénoncés par d'anciens élèves qui, devenus adultes, n'ont jamais pu guérir de ces méfaits.

Et comme nous l'avons dit et écrit : « l'Église doit payer ! l'Église peut payer ! » Le combat est loin d'être fini !

Cette affaire montre aussi qu'il faut en finir avec la loi Debré, l'un des principaux piliers de la Vème République. La FNLP a rédigé un projet en ce sens : 1^{er} point : abrogation de la loi Debré ; 2^{ème} point : plan de sortie de cette loi. Pour la FNLP, le 2^{ème} point ne va pas sans le 1^{er}, mais il faut réfléchir aux conséquences... Ce projet envoyé aux syndicats enseignants et au bloc laïque permet d'ouvrir la discussion et de le restructurer.

Nous ne sommes pas les seuls en Europe et ailleurs à lutter contre l'Église. C'est le sens du Congrès mondial qui aura lieu à Grenoble en octobre 2025. Il aura pour tâche d'amplifier la lutte contre les crimes de l'Église ! L'affaire Bétharram en France ainsi qu'une décision de justice en Irlande concernant des orphelinats dans les années 1950 en sont les prémices !

Enfin, nous sommes en 2025. Ce sera le 120^{ème} anniversaire de la loi de Séparation des Églises et de l'État votée le 9 décembre 1905, loi fondamentale pour tous les laïques de ce pays. Le meeting prévu le 6 décembre à Japy doit être un succès ! Et je vous invite à noter dès maintenant cette date dans votre agenda.

Nous savons déjà que toutes forces politiques que nous combattons font tout pour dénaturer la

laïcité, la transformer et la dénigrer ! Dans notre département, nous en avons la primeur avec Emmanuel Valls !

Voilà, on a encore du boulot ! Mais notre voix est entendue (on y reviendra), notre audience augmente malgré les obstacles. Je vous invite donc par conviction à voter le rapport moral et d'activité présenté par la FNLP. »

2/ Sont intervenus dans la discussion Louis C, Daniel R, Alain V, Michel M, Francis V et Françoise R, sur les sujets suivants, entre autres : la marche à la guerre et les budgets de guerre, le rapport Vannier et les mensonges de Bayrou à propos de Bétharram, la décolonisation, le génocide à Gaza, la question des deux États en Palestine, le sionisme, les relations FNLP/UJFP, le combat antifasciste, les tentatives de reconquête des catholiques...

3/ Suite à la discussion :

- Le rapport moral et d'activité de la FNLP a été voté à l'unanimité des présents
- Les autres rapports (international, laïcité, etc.) ainsi que le rapport financier ont été votés à l'unanimité
- Vote unanime également pour le renouvellement des candidatures aux instances de la FNLP

Sur proposition du Bureau, l'AG a délégué Martine Lelong, Françoise et Daniel Rousseau pour représenter la Fédération de l'Essonne au Congrès national qui aura lieu dans le Tarn fin août.

4/ L'AG s'est terminée par le traditionnel pot de l'amitié.



**Après l'échec du SNU, Macron ne renonce pas à militariser la jeunesse !
Une nouvelle version "militarisée" de la Journée de défense et de citoyenneté
entrera en vigueur dès la rentrée pour les jeunes de 16 à 25 ans
(Par Elie Abergel de Radio France)**

À partir de la rentrée, tous les jeunes Français âgés de 16 à 25 ans devront participer à une version revisitée de cette journée, comme annoncé en janvier par Emmanuel Macron.

Une nouvelle version « militarisée » de la Journée de défense et de citoyenneté (JDC) sera mise en place dès la rentrée pour tous les jeunes de 16 à 25 ans, a appris franceinfo auprès de l'entourage du ministre des Armées Sébastien Lecornu dimanche 27 juillet, confirmant une information du journal *Le Monde*.

À partir de septembre, tous les jeunes Français âgés de 16 à 25 ans devront participer à une version revisitée de cette journée, comme annoncé en janvier par Emmanuel Macron.

Dans la pratique, les participants ne se retrouveront plus devant une présentation orale des métiers des armées. Ils feront, à la place, du tir sportif laser, des jeux de stratégie et un repas autour d'une ration militaire, entre autres, a détaillé l'entourage de Sébastien Lecornu à franceinfo. Sans oublier le lever des couleurs et le chant de *La Marseillaise* le matin.

Les 800 000 jeunes participants chaque année à cette Journée de défense et de citoyenneté nouvelle formule repartiront avec un bleuet de France, en mémoire des anciens combattants.

« Notre Europe se trouve placée à la lisière d'un vaste arc de crises », avait mis en garde Emmanuel Macron dimanche 13 juillet, à la veille de la Fête nationale. « Nous, Européens, devons désormais assurer notre sécurité nous-mêmes », avait-il déclaré.

Une annonce contestée

« Pour nous, ces annonces constituent un grave retour en arrière. On a quand même une jeunesse qui se mobilise pour la paix de façon générale », estime, dimanche, sur franceinfo, Salomé Hoquard, vice-présidente de l'Unef (Union nationale des étudiants de France). Le gouvernement a tendance à favoriser « une forte militarisation de la jeunesse. On essaie de nous mettre au garde-à-vous avec l'ensemble de ces politiques qui sont mises en place. C'est à contre-courant des aspirations de la jeunesse », avance Salomé Hoquard, qui dénonce « une banalisation de la guerre ».

La vice-présidente de l'Unef juge ces annonces « très inquiétantes, qui sont très loin des besoins concrets de la jeunesse ». « La préoccupation quotidienne des jeunes, des étudiants, c'est la question de la précarité, de la sélection à l'université et de la paix au Proche-Orient ou en Ukraine. Le jeune est plutôt antimilitariste », assure encore Salomé Hoquard.



Une journée de défense et de citoyenneté à Montbéliard le 12 décembre 2023.
Photo d'illustration. (MICHAEL DESPREZ / MAXPPP)

La Loi Baptiste : une loi Debré pour l'Enseignement supérieur

Déclaration de l'IREL P (extraits)

Après vingt ans de réformes destructrices, le gouvernement ouvre grand les vannes de la privatisation de l'enseignement de l'enseignement supérieur. L'IREL P rejoint les défenseurs de l'Université républicaine et appelle à mettre en échec le projet de Loi Baptiste et à refonder l'Université publique, gratuite et libre.

Le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche a dévoilé mi-juin un projet de loi de « Modernisation et régulation de l'enseignement supérieur », aussitôt appelé « Loi Baptiste », du nom du ministre. Le texte a depuis été renommé « pour la régulation de l'enseignement supérieur privée », mais sans que sa teneur ne change. Or le contenu de ce texte est alarmant et appelle une **mobilisation générale de toutes celles et tous ceux qui croient en l'importance d'une Université publique, libre, gratuite, exigeante et indépendante.**

Sous couvert de « réguler l'enseignement privé », la loi lui confère une reconnaissance inédite, égale à celle dont bénéficie l'enseignement public. Mais il ne s'agit pas que d'octroyer au privé des compétences du public, il s'agit aussi de **transformer (« adapter ») l'Université elle-même en un acteur privé parmi d'autres, en faisant sauter les cadres statutaires nationaux.**

• **Le « monopole de la collation des grades », c'est-à-dire de la délivrance des diplômes nationaux, est de fait aboli. La loi instaure une accréditation d'État accessible au public comme au privé.** Parcoursup avait contribué à mettre les formations privées, souvent indigentes, sur un pied d'égalité avec l'Université en créant un marché unique de l'enseignement supérieur. Les instituts catholiques en sont les premiers bénéficiaires, depuis l'accord Kouchner-Ratzinger de 2009.

• **L'État pourrait contractualiser ses relations avec les établissements privés accrédités. La loi Baptiste est une « Loi Debré » pour l'enseignement supérieur.** Si la loi était adoptée, le secteur privé se verrait bientôt partagé en deux blocs : un petit groupe « hors contrat » qui proposerait des formations échappant à tout contrôle ; et un secteur privé « sous contrat » qui fédérerait les principaux réseaux d'enseignement privé, avec une place de choix pour les établissements d'inspiration catholique. Le secteur public serait condamné à la sous-dotation, aux chicanes et aux campagnes de presse hostiles.

• **L'État entend contractualiser ses relations avec les établissements d'enseignement supérieur publics,** en ne finançant plus les universités que par des « contrats d'objectifs, de moyens et de performances » sans dotation fixe. Ce serait la fin de l'université entendue comme administration publique dont le budget de fonctionnement repose sur les décisions politiques de la nation. Par ce système de contrats, **le rectorat pourrait intervenir à chaque instant dans la vie démocratique et pédagogique des universités. Ce n'est même plus la Loi Debré, c'est le retour à la Loi Falloux !**

• **La loi retire toutes les limites à « l'expérimentation statutaire locale ». Elle instaure en fait une indifférenciation entre public et privé,** soit par regroupement d'établissements publics et privés, soit en permettant l'externalisation administrative de certaines facultés et écoles internes, qui pourraient fonctionner comme des écoles privées tout en appartenant à une université dite publique. Si ce principe était appliqué, **les frais d'inscription déréglés deviendraient la norme, y compris dans les établissements dits publics.**

Cette logique est mâtinée d'une territorialisation qui rappelle la projet Savary de 1984, qui prévoyait l'indifférenciation statutaire et la constitution de réseaux publics-privés locaux. **La Loi Baptiste, c'est l'application à l'Université de ce dont tous les cléricaux et tous les ennemis de l'instruction publique rêvent pour l'École.**

La seule structure professionnelle de l'enseignement supérieur à avoir donné un satisfecit au ministre est le lobby des établissements privés dits « d'intérêt général », c'est-à-dire les établissements portés par des fondations et associations généralement d'inspiration catholique et qui revendiquent de très longue date d'être mis sur un pied d'égalité avec l'Université de la République.

Aujourd'hui, le gouvernement entend livrer la connaissance, la science et la technique aux intérêts privés, souvent confessionnels. Mais cette loi est aussi l'aboutissement de vingt ans de régression. **On ne saurait défendre le statu quo ni prôner le retour à un « Âge d'or » marqué par l'inégalité et le mandarinat. L'heure est venue de renouer avec les principes fondateurs de l'idée d'Université :**

- L'Université doit être **strictement gratuite** et financée par le budget de la Nation, avec une dotation à la hauteur des besoins, distribuée de façon **égalitaire** et **transparente**. Toute forme de frais d'inscription, cotisation vie étudiante ou autre doit être abrogée.

- Seule l'Université de la République doit **coller les grades** reconnus par l'État et les conventions collectives.

- **La liberté de l'enseignement et de la recherche sont absolues ;** elles ne peuvent être garanties que par un budget sincère et par l'indépendance des universitaires. **Seul l'emploi statutaire apporte cette indépendance.**

Mais d'autres garanties sont nécessaires contre les pouvoirs politique, économique et religieux. Cela passe entre autres par la fermeture des facultés concordataires là où elles existent encore, mais aussi par une refonte du financement de l'alternance et de la formation continue (...)

En conséquence, l'IREL P apporte son soutien aux universitaires et aux citoyens engagés pour ce travail de refondation.

« Une étrange défaite – Sur le consentement à l'écrasement de Gaza »

Didier FASSIN – La Découverte
Paris, novembre 2024



En 1940, Marc BLOCH proposait une analyse sans concession de la défaite militaire de la France. En 2024, à chaud lui aussi, Didier FASSIN décrit une défaite **morale** contemporaine, celle du consentement - et de la complicité - à la destruction programmée de la bande de Gaza et de sa population par le gouvernement d'extrême-droite israélien.

L'écriture délibérément distanciée est par moment frustrante au regard de ce que nous ressentons « dans nos tripes » de l'horreur quotidienne et documentée du crime historique commis là-bas avec la

complicité – à de rares exceptions près - des états et des médias de l'officialité. Qu'il ne désigne jamais nommément les coupables contribue également à notre frustration.

À vrai dire, l'intérêt de ce livre de Didier FASSIN est ailleurs, dans le projet de plus longue portée qu'il engage : constituer une archive méthodique et documentée du déni, déni de l'Histoire (qui consiste à prétendre que tout commence le 7 octobre), déni des mots (« colonisation »), du déni de l'existence même du peuple palestinien. Constituer aussi une archive de la complicité au génocide – qu'il nomme comme tel déjà fin 2024 - des Palestiniens de Gaza, du consentement à ce génocide. Consentement dont il souligne les deux dimensions : passive (le fait de ne pas s'opposer) et active (le fait d'approuver et même de contribuer, via les livraisons d'armes entre autres).

Lorsqu'il a écrit son livre, en 2024, Didier FASSIN a anticipé le changement de posture, souvent éphémère - de certaines belles âmes qui ne peuvent plus nier l'évidence et essaient de s'exonérer des comptes à rendre tôt ou tard, qui essaient cyniquement de faire oublier leur soutien, de se racheter une conscience à peu de frais. Larmes de crocodile ? Bref, ouvrage indispensable, à tenir à jour méthodiquement, en y ajoutant notamment la reconnaissance de la famine délibérément organisée par le gouvernement israélien.

Pour contrer le révisionnisme qui a déjà pointé son nez.

Francis Valenti

Didier FASSIN est professeur au Collège de France sur la chaire Questions morales et enjeux politiques dans les sociétés contemporaines.

« La question sexuelle et la Libre Pensée »

Sous la direction de Christian Eyschen
aux éditions de la Libre Pensée (6 €)



Vous y trouverez différentes contributions de H. Hernandez, P.Y. Modicom, A.G. Leduc, Chr. Darmengeat, F. Vergès et Cl. Singer :

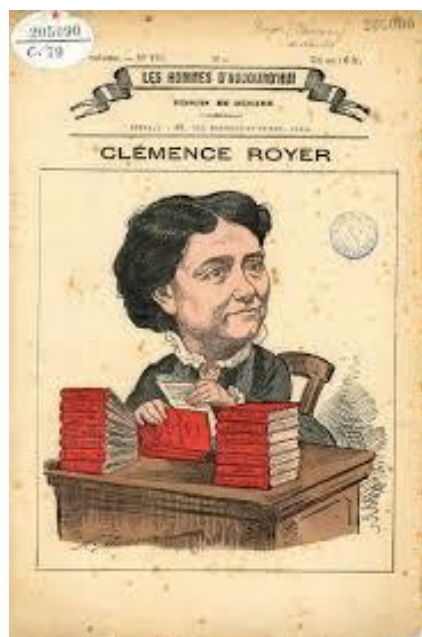
- sur l'oppression spécifique de la femme
- sur la question du genre et de la transidentité
- sur le féminicide et les violences faites aux femmes
- sur la pédophilie et la pédocriminalité
- sur l'inceste et le viol
- sur l'homosexualité...

C'est donc un florilège utile à celles et à ceux que ces questions intéressent et qui cherchent à se faire une opinion éclairée. Bonne lecture et « à vos plumes ou à vos souris » pour transmettre vos observations en vue d'un tome II.

Louis Couturier

L'Idée Libre n°350

Dossier : Figures libres-penseuses dans l'histoire des sciences



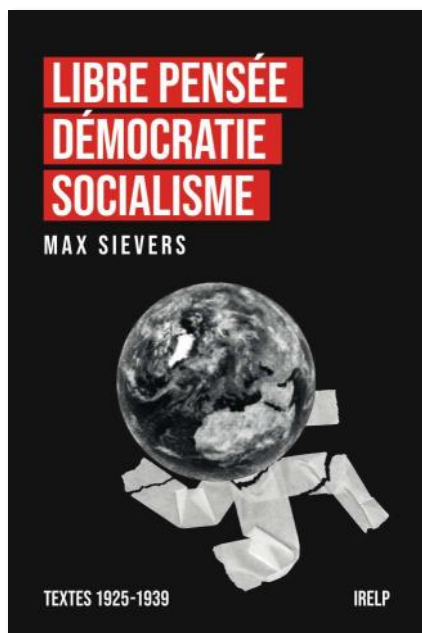
Le dossier de ce numéro est coordonné par Jean-Sébastien Pierre, président de la FNLN. Il est consacré à des figures d'hommes et de femmes de sciences dont la vie et l'œuvre ont montré comment la rigueur scientifique se marie à un engagement libre-penseur, dans toute la diversité des points de vue que cela peut recouvrir, du protestantisme libéral à l'athéisme militant, de l'anticléricalisme républicain au rationalisme organisé. Ce dossier est aussi l'occasion d'une coopération avec l'Union Rationaliste.

Un numéro commémoratif ? Non ! Un numéro qui défend et illustre **le lien indéfectible qui doit unir le progrès scientifique et la défense des libertés individuelles**. Pour ces hommes et femmes épris de vérité, « faire de la science », que ce soit à l'Université, sur son temps libre ou pour vivre de ses trouvailles, allait de pair avec une liberté de conscience intégrale. La poursuite de la vérité n'est pas un long fleuve tranquille, elle vit de la confrontation des convictions et elle est sujette aux contradictions dans l'existence de ceux qui s'y consacrent. Un seul fil rouge : l'exigence de penser librement, sans recevoir d'ordres des pouvoirs établis, qu'ils soient politiques, religieux, militaires ou économiques.

Une lecture de salubrité publique à une époque où la liberté de la recherche est menacée par les gouvernements qui s'en prennent aussi aux libertés publiques, tout en osant parfois se prévaloir de la science et du savoir.

« Libre Pensée, démocratie, socialisme »

Textes choisis de Max Sievers sélectionnés et traduits par Pierre-Yves Modicom,
professeur de linguistique à l'université Lyon 3 Jean Moulin



« On ne peut vouloir le renversement du fascisme sans vouloir la révolution sociale. On ne peut vouloir la révolution sociale sans approuver ses conséquences. La connaissance de ce qu'est le fascisme, ses causes, son développement et les limites de son action, permettront d'identifier la direction que le peuple devra emprunter pour reconquérir sa liberté et son avenir. »

Max Sievers

L'IRELP publie, pour la première fois traduits en français, les principaux textes politiques et stratégiques de Max Sievers. Figure de proue de la résistance allemande au nazisme, Max Sievers était le chef du mouvement de la Libre Pensée pendant la République de Weimar et un socialiste convaincu. Il est déchu de sa nationalité par Hitler en 1933, puis se réfugie à l'étranger. Sievers s'appuie alors sur les 600 000 Libres Penseurs allemands pour organiser le financement et la logistique de la résistance intérieure au nazisme. Il est rattrapé par la Gestapo et guillotiné en 1944.

Les réflexions de Sievers sur le lien entre socialisme, démocratie et anticléricalisme, mais aussi ses vues sur l'autonomie réciproque du mouvement ouvrier et du mouvement libre penseur, ont conservé toute leur actualité dans un contexte où le nationalisme chrétien, et l'extrême droite en général, sont en nette progression.

Ce livre est à la fois une édition scientifique de textes inédits en français et une invitation pour tous ceux qui sont indignés par le retour de l'extrême droite aux affaires à puiser dans les écrits de nos prédécesseurs une matière à penser et lutter.

Isabelle d'Artagnan, présidente de l'IRELP

Commandes à adresser à Françoise Rousseau (10 €) - 3 place d'Allemagne 91300 MASSY

La page trésorerie

Pour adhérer à la LP 91 (montants votés lors du dernier Congrès)

- Adhésion à la FNLP et à la LP 91 (y compris abonnement à *La Raison 91*) : 72 €
- Adhésion + abonnement à *La Raison* : 72 € + 13 € = 85 €
- Adhésion + abonnement à *L'Idée Libre* : 72 € + 15 € = 87 €
- Adhésion + abonnement à *La Raison* et à *L'Idée Libre* : 72 € + 13 € + 15 € = 100 €

NOM : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Téléphone :

Email :

J'autorise la Fédération Nationale de la Libre Pensée à traiter informatiquement les données personnelles que je lui transmets

Fait leSignature

Vous avez la possibilité d'envoyer 2 ou 3 chèques en précisant les dates d'encaissement.

Chèque(s) à l'ordre de « LP 91 » à envoyer avec le bulletin d'adhésion à :

LP 91 chez Françoise Rousseau, 3 place d'Allemagne 91300 Massy

Adresse courriel de la LP 91 : librepensee91@gmail.com

En retour, vous recevrez un reçu fiscal pour l'adhésion.



Pour soutenir et recevoir seulement *La Raison 91* : 15 € minimum, chèque à l'ordre de « LP 91 »

NOM : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Téléphone :

Email :

Fait leSignature



Assemblée Générale des adhérents de la Fédération de l'Essonne de la Libre Pensée

Suites du Congrès national de la FNLP

avec Dominique Goussot

Samedi 18 octobre 2025, 14h30

Maison des Associations - Marcoussis

Nom : Prénom :

Adresse :

Je serai présent(e) à l'AG du 18 octobre :

OUI

NON

Je participerai au pot fraternel qui clôturera l'A. G. :

OUI

NON

Bulletin d'inscription à envoyer à : LP 91 chez Françoise ROUSSEAU, 3 place d'Allemagne 91300 MASSY

Ont participé à la réalisation de ce numéro : Louis Couturier, André Daudet, Martine Lelong, Francis Valenti, Françoise et Daniel Rousseau.

Fédération nationale de la Libre Pensée

10/12, rue des Fossés Saint Jacques, 75005 PARIS 01 46 34 21 50 – site national : www.fnlp.fr

Pour recevoir la newsletter, s'inscrire à www.fnlp.fr